

**ADHESION A TITRE INDIVIDUEL**

**1** Titre Mme  M.  DATE DE NAISSANCE \_\_\_\_\_

NOM, Prénom \_\_\_\_\_

Enseigne \_\_\_\_\_

Adresse professionnelle \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Adresse du domicile \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Adresse de correspondance : adresse professionnelle  adresse domicile

Téléphone fixe \_\_\_\_\_ Tél portable \_\_\_\_\_

Adresse e-mail \_\_\_\_\_

**3** Activité professionnelle \_\_\_\_\_

Date de début d'activité \_\_\_\_\_ 2 | 0 | \_\_\_\_\_

N° siret \_\_\_\_\_ code NAF \_\_\_\_\_

Régime de TVA : Exonéré  Franchise  Redevable Réel Simplifié  Redevable Réel Normal

**4**  BIC (Artisan, Commerçant, Loueur en meublé) : Simplifié  Normal  Micro BIC

Date d'exercice fiscal du \_\_\_\_\_ 2 | 0 | \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ 2 | 0 | \_\_\_\_\_

BA (Agriculteur) Simplifié  Normal  Micro BA

Date d'exercice fiscal du \_\_\_\_\_ 2 | 0 | \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ 2 | 0 | \_\_\_\_\_

BNC (Profession libérale) : Déclaration contrôlée  Micro BNC

Vous êtes : Remplaçant  Assistant collaborateur

Date d'installation (si différente de la date de début d'activité) \_\_\_\_\_ 2 | 0 | \_\_\_\_\_

Pour les médecins : votre spécialité \_\_\_\_\_

Situation au regard de la convention : Secteur 1  Secteur 2  Secteur 3

Vous êtes membre d'un groupement de moyens : oui  non

SCM  Association de moyens  Autres

Nom et adresse du groupement \_\_\_\_\_

**5** Avez vous recours à un cabinet comptable Oui  Non

Nom du cabinet \_\_\_\_\_

Nom de l'Expert-Comptable qui vise la déclaration \_\_\_\_\_

Nom du collaborateur \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

**6** Avez vous déjà été adhérent d'un organisme de gestion ? : Oui  Non

Si oui, s'agit-il d'un transfert ? : Oui  (attestation de radiation à nous fournir) Non

**adhère à l'OMGA Bourgogne Franche-Comté, Agrément de la Direction Régionale des Impôts - 24 Août 2020 (identifiant 1-01-250),**  
(Association régie par la loi du 01/07/1901 et les dispositions de la loi du 27/12/1974 et du décret du 06/10/1975, modifié par le décret du 23/01/1979) et souscrit tant aux obligations résultant de la législation relative aux Organismes de Gestion qu'à celles résultant des statuts et obligations indiqués au dos de ce bulletin, dont il reconnaît avoir pris connaissance.

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
**Signature précédée de la mention manuscrite « bon pour adhésion »**

# OBLIGATIONS DES ADHERENTS

Extraits de la législation relative aux Organismes de Gestion Agréés  
et des statuts de l'Organisme Mixte de Gestion Agréé de Bourgogne Franche-Comté. (OMGA BFC)

## A - CONDITIONS GENERALES D'ADHESION

Peuvent adhérer à l'Organisme Mixte de Gestion Agréé de Bourgogne Franche-Comté et bénéficier des avantages fiscaux attachés à l'adhésion à un Organisme de Gestion Agréé, les artisans, commerçants prestataires de service ou industriels, les professions libérales ; exerçant leur activité à titre individuel ou sous la forme d'une société.

### 1 - Première Adhésion

La première adhésion à l'Organisme de Gestion Agréé ne produit immédiatement ses effets sur le plan fiscal que si elle intervient dans les cinq mois de l'ouverture de l'exercice comptable. En ce qui concerne les exercices suivants, l'adhérent doit demeurer membre d'un Organisme de Gestion Agréé pendant toute la durée des exercices concernés. Dans le cas d'un transfert, l'adhésion dans le nouvel Organisme doit précéder la démission dans l'ancien Organisme.

### 2 - Seconde Adhésion

#### 2.1. Suite à cessation d'activité

Les modifications apportées à la nature de l'activité exercée (adjonction ou suppression d'un nouveau rayon, changement d'activité) sont sans incidence lorsqu'elles ne s'accompagnent d'aucun changement dans la forme juridique d'exploitation.

Elles n'impliquent donc pas une nouvelle adhésion.

Par contre, la cession totale de la clientèle ou du fonds de commerce ou la cessation de l'activité entraîne la radiation de l'adhérent (pour les commerçants et artisans, elle entraîne également la radiation au RCS ou du répertoire des métiers).

Celui-ci doit adresser sa déclaration de cession à l'Organisme de Gestion Agréé qui lui délivre une attestation et lui remet un dossier dans les six mois de la cessation d'activité.

Si l'exploitant acquiert ou crée ensuite une nouvelle entreprise, il doit à nouveau adhérer à un Organisme de Gestion Agréé, et dispose d'un délai de cinq mois à compter du début de sa nouvelle activité pour que cette inscription produise des effets immédiats sur le plan fiscal.

#### 2.2 Suite à démission ou exclusion

En cas de démission ou d'exclusion, si l'adhérent souhaite ré adhérer , **l'adhésion doit être établie avant le 1<sup>er</sup> jour de l'exercice.**

#### 2.3 Autres cas

**- En cas de dissolution d'une société (SDF, SARL)**, et de reprise par l'un des associés à titre individuel, **la société doit adresser à l'Organisme de Gestion Agréé une déclaration de cessation et une adhésion pour la personne qui reprend à titre personnel.**

**Celle-ci doit intervenir dans les cinq mois qui suivent le début de la reprise d'activité.**

(Même procédure pour une entreprise individuelle qui se transforme en société)

**- En cas de décès et de reprise d'activité du conjoint ou par l'un des descendants**, ceux-ci disposent **d'un délai de six mois pour que l'inscription produise ses effets immédiats sur le plan fiscal.**

**- En cas de changement d'exploitant**, relatif à la continuation de l'exploitation par le conjoint commun en biens, dès lors qu'il est établi qu'un fonds de commerce dépendant de la Communauté est exploité successivement par l'un et l'autre des époux, il appartient à chacun d'eux de souscrire personnellement les déclarations professionnelles afférentes à sa période d'exploitation.

## B - COMMUNICATION DES DOCUMENTS

L'adhérent s'engage :

1 - à communiquer sa déclaration de résultat ainsi que toutes les annexes à sa déclaration de TVA. C'est à la réception de ces déclarations que l'OMGA BFC délivre l'attestation indispensable pour bénéficier des abattements fiscaux.

2 - à autoriser l'OMGA BFC à communiquer à l'agent de l'Administration Fiscale qui apporte son assistance technique à l'organisme, les documents mentionnés ci-dessus.

3 - à autoriser l'OMGA BFC à communiquer à l'Expert-Comptable qui vise la déclaration de résultat, toutes informations relatives à la gestion de son entreprise, y compris de façon dématérialisée.

## C - ACCEPTATION DES CHEQUES

L'adhérent s'engage :

- à apposer dans les locaux destinés à recevoir la clientèle ainsi que dans les emplacements ou véhicules aménagés en vue d'effectuer des ventes ou des prestations de services, un document écrit reprenant le texte ci-après :

« Membre d'un Organisme de Gestion Agréé par l'Administration fiscale. Acceptant à ce titre le règlement des sommes dues par chèques libellés à son nom ou par carte bancaire. Décret n° 2016/1356 du 11 octobre 2016 ».

- à reproduire dans la correspondance et sur les documents professionnels adressés ou remis aux clients ce même texte, celui-ci devant être nettement distinct des mentions relatives à l'activité professionnelle.

## D - FACTURATION

### - Facture Adhésion

Pour toute nouvelle adhésion, il est facturé une cotisation calculée prorata temporis. Celle-ci est déterminée en fonction du nombre de mois suivant la date d'adhésion et le 30 juin de l'exercice en cours de l'OMGA BFC.

### - Cotisation

La cotisation est appelée au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année pour l'ensemble des adhérents. Toute cessation ou radiation jusqu'au 30 septembre entraîne l'annulation de la facture.

Au delà de cette date, la cotisation est due dans son intégralité. Aucun remboursement n'est effectué dans le cas où l'OMGA BFC n'a pas été informé, par écrit, dans les délais impartis (avant le 30 septembre) de la cessation ou radiation de l'adhérent.

## F - EXCLUSION

En cas de manquements graves ou répétés aux engagements et obligations ci-dessus mentionnés, la commission de discipline, mandatée par le Conseil d'Administration, prononce l'exclusion de l'adhérent de l'OMGA BFC après l'avoir invité à présenter sa défense sur les faits qui lui sont reprochés.